Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le pouvoir syrien en sursis: Le peuple syrien dans la détresse

Par Chems Eddine Chitour
Mondialisation.ca, 25 avril 2012
25 avril 2012

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Analyses: Le «Printemps arabe», SYRIE

«Au Moyen-Orient, on ne peut pas faire la guerre sans l'Egypte et l'on ne peut pas faire la paix sans la Syrie.» Henry Kissinger

Que reste –t-il de cette Syrie si ce n'est des lambeaux de pouvoir avec un peuple en détresse depuis un an du fait de la soi-disant incurie de ses dirigeants et des ingérences continuelles de l'Occident qui n'a de cesse de déstabiliser le Moyen Orient ? On apprend qu' une autre résolution a été adoptée samedi à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies... Les 300 observateurs militaires non armés doivent être déployés «rapidement» et «pour une période initiale» de trois mois. L'objectif est de surveiller un cessez-le-feu sérieusement compromis par des violations incessantes. La mission d'observateurs est chargée de surveiller le cessez-le-feu en Syrie et d'aider à faire appliquer le plan de paix en six points du médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan, qui prévoit aussi un dialogue politique entre pouvoir et opposition et la libération des personnes emprisonnées depuis le début de la répression en mars 2011.

La résolution demande au gouvernement syrien de «veiller au bon fonctionnement» de la mission et notamment de «lui assurer immédiatement la liberté de circulation et d'accès total et sans entrave nécessaire à l'exécution de son mandat». Moscou appelle de ce fait les membres de la communauté internationale capables d'influer sur l'opposition syrienne armée à la persuader d'éviter les provocations et de respecter le cessez-le-feu, a déclaré mercredi18 avril 2012 le ministre russe des Affaires étrangères. « De nombreux membres de la communauté internationale souhaitent l'échec du plan Annan afin de pouvoir appliquer d'autres scénarios avant tout, des scénarios musclés», a ajouté le chef de la diplomatie. « J'ai vu de mes propres yeux que beaucoup de mes collègues [au sein de la diplomatie occidentale] se sont sentis contrariés en apprenant que le gouvernement syrien avait accepté le plan Annan», a-t-il noté. (1)

Pour rappel, l'envoi de Casques bleus a fait l'objet d'une résolution, la 2072. A cette occasion, le délégué de la Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaâfari, a précisé que Damas a accepté la mission d'observation de l'ONU dans le cadre du respect de la souveraineté syrienne. Il a souligné que l'ouverture de la Syrie et son engagement envers la mission de M.Annan ont coïncidé avec une escalade du terrorisme, dont entre autres: le déplacement forcé des citoyens vers des camps préétablis dans les pays voisins en vue de créer une crise de réfugiés qui serait exploitée pour faciliter la mise en oeuvre d'une soi-disant zone tampon et par conséquent entraîner à une intervention militaire. (...) Il a dans ce contexte rappelé l'interview réalisée par le magazine allemand Der Spiegel, lorsque deux rebelles ont avoué avoir égorgé 150 personnes en Syrie sur les ordres de leurs chefs. Jaâfari a conclu

son intervention en répondant à Gérard Araud, Jaâfari: «Je tiens à lui rappeler que le temps de la tutelle est également révolu et que son discours est inapproprié maintenant puisque le peuple syrien va célébrer son indépendance de l'occupation française le 17 Avril».(2)

Le problème de la Turquie et sa tentation de l'Empire ottoman

On se souvient qu'au début du déclenchement de la révolte elle appelait à stabiliser la situation en développant un dialogue avec la Syrie. Erdogan a laissé les routes libres au commerce pourtant. De plus, une escalade en Syrie ferait perdre 150 milliards d'euros d'échanges commerciaux dans le région à la Turquie, son opposition lui reproche d'être un caniche de l'impérialisme.

Pour Ghaleb Kandil, la position de la Turquie est ambiguë L'éventualité d'une aventure militaire turque contre la Syrie est remontée à la surface la semaine dernière. L'étude des équilibres et équations montrent qu'il s'agit d'une probabilité faible mais réelle. Le Premier ministre turc, Recep Tayyed Erdogan, a lié son avenir politique au rôle de la Turquie dans la crise syrienne. Il craint que le pouvoir syrien ne sorte vainqueur de la crise, ce qui donnera naissance à un nouveau pôle régional composé de la Syrie, de l'Iran, de l'Irak et des mouvements de résistance.(...) Il est en effet apparu, dès, le début de la crise, que M.Erdogan oeuvrait dans le but de créer une zone d'influence turque à l'intérieur de la Syrie, en accordant aux Frères musulmans un poids significatif dans l'équation politique interne syrienne.» «Il est certain que toute mesure turque, placée sous l'intitulée de «zones tampons» ou de «couloirs humanitaires», conduira à l'entrée de troupes turques en Syrie. La décision syrienne proclamée est de défendre à n'importe quel prix le territoire national. Toute intervention turque en Syrie va donc certainement allumer une grande guerre régionale. (...) » (3)

« En effet, l'administration américaine n'a pas fait ce qu'il fallait pour stopper les tendances aventurières du gouvernement turc, et en même temps, elle n'est pas disposée à assurer une couverture à une nouvelle guerre dans la région, à cause de ses difficultés économiques, et du fait que l'Otan, prise au piège en Afghanistan, ne souhaite pas s'impliquer ailleurs. (...) La guerre contre la Syrie n'apporte aucun argument convaincant à l'opinion publique turque, à part les sympathisants du Parti du développement et de la justice de M.Erdogan. Alors que la presse proche du parti au pouvoir bat les tambours de la guerre, les journaux de l'opposition ou indépendants mettent en garde contre les risques d'une intervention militaire en Syrie . Sur le plan régional, une guerre turque contre la Syrie va provoquer une confrontation avec l'Iran, la Russie et les Brics. Toute attaque turque contre la Syrie va provoquer une exacerbation du nationalisme syrien, dont le représentant est, aux yeux de son peuple, Bachar al-Assad, depuis l'invasion américaine de l'Irak. Enfin, une intervention turque en Syrie réveillera les sentiments de nationalisme arabe chez une grande partie de l'opinion publique arabe, qui ne manquera pas de se souvenir des quatre siècles de joug ottoman.» (3)

L'implication des pays du Golfe dans la déstabilisation de la Syrie

Avant de parler de l'implication des pays du Golfe, il est intéressant de savoir quels sont ces combattants de la liberté. Nous lisons une contribution parue sur Agoravox:

« Après la Libye, la Syrie. La machine à démonter s'est-elle remise en route? Nouvelle étape d'un processus qui a un relent de déjà-vu. On imaginerait presque et d'ores et déjà, des images de rue avec un Assad tenu en laisse et battu par la foule. Après la mort du tyran,

des «élections démocratiques» auraient lieu avec la bénédiction de l'Occident. (…) Qui sont les «rebelles»? Des tribus sunnites embusquées depuis des années aux quatre coins de la Syrie? Des citoyens malmenés par un régime totalitaire? Qui que soient ces rebelles, une chose semble certaine: Il leur semble aisé de pouvoir utiliser l'Occident «le grand Satan» pour mener à bien leur projet de putsch. «Ils [les rebelles] réclament à cor et à cri une intervention militaire de l'Occident. Ils réclament même une intervention sans l'aval de l'ONU. Qui est l'Occident? Juppé, Sarkozy, l'Otan, Hillary, Obama? BHL? Les rebelles, pour la plupart islamistes et favorables à l'instauration de la Charia ont tout intérêt à obtenir l'aval de l'Occident pour chasser Assad, qui n'est pas pour autant à dédouaner. Il représente le dernier siège du léninisme-marxisme au Moyen-Orient et en cela, il ne peut que se trouver dans le collimateur des islamistes «durs» et des USA dont les intérêts se rejoignent momentanément.»(4)

Pour le professeur Puccinin:

« Exception faite de la France, qui a soutenu le Qatar dans son entreprise de déstabilisation du gouvernement syrien, le Qatar a armé les factions de l'opposition qui ont opté pour une rébellion militarisée et a largement utilisé sa chaîne de télévision satellitaire, Al Jazeera, pour attaquer le régime baathiste, au point d'intoxiquer l'opinion publique internationale en promouvant de fausses informations. Tandis que des unités de l'armée française entraînent l'Armée syrienne libre -ASL- à la guérilla urbaine dans les camps de réfugiés qui lui servent de bases arrière en Turquie et au Liban.» (5)

«Ainsi, le plan de paix porté par Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, lequel plan vise à faire accepter en Syrie un cessez-le-feu par les forces gouvernementales et les différentes factions armées de la rébellion, constitue pour Damas l'opportunité, d'une part, de mettre l'opposition face à ses responsabilités, en lui proposant de s'asseoir à la table des négociations et de déterminer une feuille de route vers un processus de réformes, et, d'autre part, de renormaliser ses rapports avec l'ensemble de la Communauté internationale. (…) Autrement dit, le scénario le plus probable, si le plan Annan devait se concrétiser, serait celui d'un apaisement de la crise syrienne et d'une réforme progressive des institutions, sur le long terme, voire sur le très long terme, et sous l'égide de l'actuel gouvernement, mais sans plus de risque d'explosion régionale et avec la possibilité, pour Washington, de reprendre, là où elle l'avait laissé, son travail de rapprochement avec Damas. La seule incertitude réside dans l'attitude des Frères musulmans syriens, qui dominent l'opposition politique: accepteront-ils de se laisser ainsi forcer la main et de, dès lors, perdre la partie?» (5)

Les conséquences de la résolution 2042: Est-ce un tournant?

A coup sûr, la résolution de l'ONU constitue un tournant dans le bras de fer Occident -Monde musulman car pour la première fois le départ de Bachar el Assad n'est plus un préalable à la résolution de la crise. Une analyse pertinente qui fait le point sur la situation actuelle après 13 mois d'épreuve pour le peuple syrien est celle du Dr Amin Hoteit. Nous l'écoutons:

« Dès l'instant où M. Kofi Annan a été désigné émissaire international pour la Syrie, il est devenu certain que l'agression ourbano*-occidentale contre ce pays avait échoué et que cette nomination n'était là que pour permettre aux uns et aux autres de reprendre leur souffle, d'éviter encore plus de pertes pour sauver la face, ou tout au moins donner aux perdants un délai de réflexion.(…) Le camp des agresseurs a persisté implicitement à refuser une solution pacifique à la crise [elle lui interdirait l'accès au pouvoir qu'il convoite],

mais s'est trouvé contraint de «faire avec» pour des raisons objectives et subjectives». (6)

Le Dr Amin Hoteit met en garde contre une manipulation.

« (…) En effet, nous voyons d'une part, la Syrie avec l'Iran, la Chine, et la Russie s'évertuer à faire de cette mission un chemin pacifique qui aiderait à sortir de la crise et qui consacrerait l'échec de la conspiration en maintenant la géographie, la souveraineté et la sécurité de la Syrie et des Syriens; et nous voyons d'autre part, les États-Unis et leurs comparses occidentaux, turcs et ourbans s'escrimer à faire de cette même mission une occasion qui gommerait leur échec et qui leur permettrait une nouvelle offensive à travers une stratégie basée sur la supercherie, l'intimidation et le gain de temps. Ce à quoi ils espèrent aboutir comme suit: profiter du point numéro quatre du plan de Kofi Annan, relatif à la liberté de manifester, pour déclencher des manifestations populaires qui réuniraient des millions d'opposants; quitte ensuite, à dramatiser le spectacle en l'amplifiant et en l'exagérant au maximum, comme ils en ont pris l'habitude depuis le début de la crise. Terroriser la Syrie par le spectre d'une intervention militaire de l'Otan avec la Turquie pour fer de lance. Ici, il nous faut pleinement considérer le sous-entendu du gouvernement de M.Erdogan lorsqu'il a déclaré que conformément à l'article V de sa Charte, l'Otan devait s'acquitter de ses responsabilités et défendre la Turquie menacée par la Syrie! Ouvrir la porte du Conseil de sécurité à travers une résolution qui prétendrait renforcer la mission d'Annan par l'envoi d'observateurs internationaux en Syrie mais qui, en réalité, consisterait essentiellement à tenter de garder le dossier syrien à l'ordre du jour des travaux du Conseil, à nommer un observateur permanent comme ce fut le cas du Liban avec les résolutions 425 et 1701.»(6)

« Cependant, poursuit le docteur Amin Hoteit, mais l'exécution de cette conspiration se heurte à des obstacles qui risquent de la faire avorter. En effet, écrit-il, les conspirateurs ont été choqués de constater que le peuple syrien a découvert leur complot. Concernant la menace d'une éventuelle intervention militaire de l'Otan elle est sans effet car d'après l'auteur, l'Otan est dans l'impossibilité d'un affrontement militaire direct avec la Syrie, étant donné les erreurs accumulées et son concept actuel d'une stratégie contraire au «hard power». La résolution 2042 constitue une reconnaissance internationale, sans aucune ambiguïté ou confusion possibles, de la souveraineté syrienne exercée par son gouvernement actuel qui est le seul à posséder le droit de négocier avec les pays étrangers pour le compte de la Syrie, sans que nul ne puisse ignorer cette souveraineté; y compris les observateurs eux-mêmes qui ne pourront entrer en Syrie que sans armes, et avec l'approbation obligatoire de l'Etat syrien.»(6)

Que peut-on dire en conclusion?

Les Proche et Moyen-Orient connaissent actuellement de profonds bouleversements. Depuis la première guerre d'Irak hiver1990/1991, puis la deuxième printemps 2003,on assiste à la mise en oeuvre de la politique américaine du Greater Middle East, le plan du Grand Moyen-Orient qui consiste à démanteler tous les régimes qui restent hostiles à un remodelage de la région conforme aux intérêts américano-israéliens. Cette politique a été baptisée «instabilité constructive». Elle repose sur trois principes: entretenir et gérer les conflits de basse intensité, favoriser le morcellement politique et territorial, promouvoir le communautarisme, sinon la purification ethnico confessionnelle. Elle a été très largement influencée par une note d'orientation d'Oded Yinon, Haut Fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères, datée de février 1982, qui détaille le projet géostratégique d'une fragmentation de l'ensemble proche-oriental en des unités les plus petites possibles, préconisant

autrement dit le démantèlement pur et simple des Etats arabes voisins d'Israël.»(7)

Il n'y a donc pas de surprise! Nous voilà avertis, la partition de la Syrie est en marche malgré la résistance des Russes et des Chinois au Nouvel Ordre qui ne sont pas philanthropes. A qui la faute? C'est sans conteste les pouvoirs arabes installés dans les temps morts qui hypothèquent à la fois le temporel et le spirituel rétrograde pour tétaniser leurs peuples. Al Assad pourrait renverser la vapeur en décidant de passer la main et de mettre en place sans délai des élections propres et honnêtes. Je suis sûr que le nationalisme syrien n'est pas mort. L'opposition de l'intérieur ne veut pas d'ingérence. Paix pour le peuple de Syrie. Amen

Professeur Chems eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. Serguei Lavrov. interview RIA Novosti, 18 avril 2012.

2 . http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=59759&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=115, avril 2012

3. Ghaleb Kandil: Les dernières cartes de l'agression néo-ottomane contre la Syrie, New Orient News (Liban) Tendances de l'Orient No 79, 16 avril 2012.

4. http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/syrie-le-prochain-bastion-115115

5. http://fr.rian.ru/world/20120418/194357753.html Pierre Piccinin Le plan Annan: une porte de sortie pour Damas?

6. http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30407 Les conséquences de la résolution 2042 http://www.arabi-press.com/?page=article&id=32436 19 avril 2012

7. Oded Yinon: Kivunium numéro 14, février 1982.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Chems Eddine Chitour, Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : Chems Eddine Chitour

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca